

XAVIER RAUFER,
criminologue

Derrière la révélation des massacres planifiés et exécutés en 1998 par les mafias kosovares de l'UCK, une incroyable campagne de désinformation occidentale à l'encontre des serbes

Bienvenue dans la boucherie balkanique, rayon Kosovo. Fin janvier, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe adoptait un rapport du sénateur helvétique Dick Marty, dont le contenu, de type Grand Guignol, fait dresser les cheveux sur la tête. On y lit que de l'été 1998 à octobre 1999, alors que l'UCK contrôle peu ou prou le Kosovo, des chefs de cette guérilla mafieuse kosovare ont fait assassiner des prisonniers, surtout serbes, détenus dans des camps secrets. Les organes de ces victimes étant ensuite prélevés et vendus, aux fins de greffes, sur le marché noir international.

Une immense machine criminelle internationale s'était alors constituée : un réseau extensif de planques et de cliniques existait, entre le Kosovo et le nord de l'Albanie, jusqu'à l'aéroport de Tirana, servant aux "livraisons". Plus, nombre de complices étrangers, intermédiaires louches, médecins ripoux, cliniques véreuses, etc.

Combien de victimes pour ce crime contre l'humanité chimiquement pur ? "Des centaines de Serbes, de Roms ou d'Albanais "collabos" ont été séquestrés et torturés dans des camps secrets de l'UCK", dit le rapport Marty. Là-dedans, une désormais inévitable enquête devra dire si les victimes des Frankenstein de Pristina se comptèrent alors par dizaines ou bien par centaines.

Silence gêné sur les deux rives de l'Atlantique à la publication du rapport Marty, les Etats-Unis et nombre de pays d'Europe ayant, à l'époque, soutenu, armé et financé l'UCK, avant de lancer la croisade anti-Serbes du printemps 1999. Silence d'autant plus lourd que cette histoire d'organes était, dans la région, le secret de Polichinelle, nul n'ignorant, de Washington à Ankara, que le Kosovo n'est en fait qu'une zone grise criminelle.

Un drame pour la population locale, étouffée par la féroce loi du silence imposée par ses propres mafieux et facilitée par ses "libérateurs" qui, tel Bernard Kouchner, proconsul local de 1999 à 2001, déclarait au quotidien suisse *Le Matin* (24/11/2000) : "Ne croyons pas à la légende de ce pays mafieux."

Tous ces silences, cette muette complicité, au nom de la "stabilité" : plutôt la mafia que le désordre. Tout plutôt qu'on apprenne que, voici dix ans, deux millions de malheureux furent livrés à des mafieux, sous la botte desquels ils vivent encore. Mais il y a pire encore, car si l'enquête internationale

sur les trafics d'organes humains fait bien son travail, elle devra forcément s'intéresser aux conditions mêmes dans lesquelles la "guerre de libération" du Kosovo s'est engagée. Là, elle tombera sur la plus in-

croyable campagne mondiale de désinformation de l'histoire récente - qui pourtant n'en manque pas.

Voyons plutôt :

- En janvier 1999, quelque quarante cadavres d'hommes, tués par balles, sont découverts entassés près du village de Racak, au Kosovo. Tempête im-

de 15 lignes) que "le nombre définitif des corps découverts... se situera sans doute entre 2 000 et 3 000".

Bien sûr, les mafieux et bouchers albano-kosovars doivent être châtiés - notre total rejet de la culture de l'excuse ne s'arrêtant pas aux portes des Balkans. Cependant, ceci : les mafieux des Bal-

La féroce loi du silence facilitée par ses "libérateurs" qui, tel Bernard Kouchner, déclarait : "Ne croyons pas à la légende de ce pays mafieux."

médiate ! Le "Massacre de Racak" enflamme (imprudemment) les médias mondiaux. Sauf que : nul ne sait si les victimes sont des civils, ou des guérilleros de l'UCK tués au combat de par le Kosovo et regroupés pour les besoins du show ; nul ne sait (omerta oblige...) si les victimes proviennent de Racak ou de la région ; un seul corps porte des traces de poudre révélant un tir mortel à bout touchant. Les médecins légistes finlandais

kans ne sont pas de grands Machiavels. L'auteur de ces lignes en a côtoyé plus d'un : ils sont violents, madrés, émotifs, sadiques parfois - mais pas très doués. Séculairement, dans leurs fiefs, ils tendent à calquer leur attitude sur ceux qui, à l'instant, les dominent. Leur expérience est millénaire ! Byzantins, Ottomans, Austro-Hongrois, communistes - ils ont tout vu passer chez eux. D'où leur sens inné de la réciprocité - comme tu

Agir en voyou dans les Balkans garanti, ô naïfs de Washington et de Bruxelles, de voir les voyous s'y déchaîner

chargés des autopsies révéleront ensuite avoir subi de longues, d'intenses pressions, pour consentir à parler de "massacre". Fort prudente, l'assemblée parlementaire de l'OTAN parlera enfin, du bout des lèvres, de "massacre présumé de Racak, qui n'a toujours pas été élucidé".

- En avril 1999 (deux semaines avant le début des frappes aériennes sur la Serbie), Joshka Fisher, ministre allemand des Affaires étrangères, annonce, mélodramatique, que le plan secret de l'état-major serbe, visant au nettoyage ethnique du Kosovo, a été découvert : les Albanais, dit ce ministre, doivent y être massacrés par l'armée yougoslave, puis chassés vers la Macédoine et l'Albanie. Sans rien vérifier, la presse du monde entier révèle alors cette "opération Fer à cheval". Un faux, révèle en février 2000 le général allemand Heinz Loquai, associé au bidonnage ("Serbian ethnic cleansing scare was a fake, says general", *Sunday Times*, 22/02/2000). Si grossier le faux, que le terme utilisé pour fer à cheval, "Potkova", n'est pas un mot serbe, mais... croate ! Par la suite, l'OTAN se déclare pudiquement "incapable de retrouver l'origine de l'histoire "fer à cheval"". Au même moment, Washington parle du "comportement génocidaire" des Serbes au Kosovo. Le 14 avril 2000, *le Monde* titre sur "Les sept cent mille fantômes du Kosovo" ; et M. Antoine Garapon, humaniste émotif, lamente à *Télérama* (23/06/1999) les "centaines de milliers de Kosovars massacrés". Rappel : Le Tribunal pénal international estime en août 2000 (*le Monde*, 19/08/2000, une "brève"

es, je suis ; comme tu agis, j'agis.

Ainsi, multiplier sous les yeux mêmes des mafieux locaux les coups de voyou comme ceux ci-dessus dépeints - pire, les y associer ; nier (à leur grande joie) l'existence même des mafias, tout cela stimule en eux la pulsion criminelle. Agir en voyou dans les Balkans garanti, ô naïfs de Washington et de Bruxelles, de voir les voyous s'y déchaîner.

